

**Arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 14 avril 2022
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
à l'encontre de la SARL Carrières d'Occitanie dont le siège social est situé lieu-dit *Gabaude* – 81260 Le Bez,
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière de granite qu'elle
exploite lieu-dit *Fontcrabe* du territoire de la commune de Burlats,**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004, au bénéfice de Monsieur et Madame ESPINASSE, domiciliés à Cruzy – 34310 Capestang, autorisant l'exploitation d'une carrière de granite lieu-dit *Fontcrabe* du territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2006 autorisant le transfert de l'autorisation du 27 décembre 2004 susvisée, au bénéfice de la SARL Carrières d'Occitanie sise à Gabaude – 81260 Brassac ;
- Vu** l'article CE 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé, qui dispose :
« L'extraction portera sur une partie du gisement existant, soit une épaisseur moyenne de 15 mètres et une cote minimale en fond d'excavation de 420 m NGF pour la zone d'extraction Ouest et de 445 m NGF pour la zone d'extraction Est » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 11 mars 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que le plan d'exploitation établi par un géomètre expert en janvier 2022, montre que l'extraction atteint la cote de 411,71 m NGF sur la zone Ouest de la carrière ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la SARL Carrières d'Occitanie de respecter les dispositions de l'article CE 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé ;

Arrête

Article 1^{er} : Mise en demeure

La SARL Carrières d'Occitanie sise lieu-dit Gabaude – 81260 Le Bez, est tenue de respecter les dispositions de l'article CE 6 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 susvisé :

- soit en déposant un dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation demandant notamment l'autorisation d'approfondir l'extraction du granite à une cote inférieure à 420 m NGF, sur la zone Ouest de la carrière de *Fontcrabe* à Burlats ;
- soit en remettant en état la zone exploitée en dessous de 420 m NGF et en poursuivant l'exploitation telle que définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2004 susvisé ;

dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Burlats et notifié à l'exploitant.

Fait à Albi, le **14 AVR. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,


François PROISY